

FSDV

Société anonyme au capital de 223.756.729 euros
Siège social : Le Bois Montbourcher – 49220 Chambellay
562 047 605 RCS ANGERS
(la « **Société** »)

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société **FSDV** sont informés qu'il est envisagé de convoquer une assemblée générale mixte pour le 4 juin 2026 (l'« **Assemblée Générale** »), au siège social, à 11 heures, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et le projet de texte de résolutions suivantes :

Ordre du jour

➤ **De la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025
3. Affectation du résultat et fixation du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025
4. Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce
5. Nomination de Forvis Mazars aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire
6. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce
7. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Xavier BOUTON, en sa qualité de Président du Conseil de surveillance
8. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Madame Karine FENAL, en sa qualité de Président du Directoire
9. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Alain PERON, en sa qualité de Directeur Général du Directoire
10. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Directoire
11. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général du Directoire
12. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Conseil d'administration
13. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre

2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général de la Société

14. Approbation de la politique de rémunération 2026 des membres du Conseil d'administration
15. Approbation de la politique de rémunération 2026 du Président du Conseil d'administration
16. Approbation de la politique de rémunération 2026 du Directeur Général de la Société
17. Autorisation à conférer au Conseil d'administration de la Société en vue de l'achat par la Société de ses propres actions

➤ **De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire**

18. Autorisation de réduction de capital de la Société par voie d'annulation des actions auto-détenues

➤ **De la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

19. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

* * * *

A. Participation à l'Assemblée Générale :

1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale :

Tout actionnaire, quel que ce soit le nombre d'actions qu'il possède, peut prendre part à cette Assemblée Générale ou s'y faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée Générale, tout actionnaire peut choisir entre l'une des formules suivantes :

- voter par correspondance,
- donner procuration au Président de l'Assemblée Générale,
- donner procuration à toute personne physique ou morale de son choix,
- adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire.

Pour être admis à assister à cette Assemblée Générale, à voter par correspondance ou s'y faire représenter :

- les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits en compte « nominatif pur » ou « nominatif administré » au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, à zéro heure, heure de Paris, soit le 28 mai 2026 à zéro heure, heure de Paris,
- les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront être enregistrés au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, à zéro heure, heure de Paris, soit le 28 mai 2026 à zéro heure, heure de Paris.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier dans les conditions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce devant être

annexée au formulaire de vote par correspondance, ou à la procuration de vote ou à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire.

Une attestation pourra également être délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée Générale et qui n'aura pas reçu sa carte d'admission le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, à zéro heure, heure de Paris.

2. Mode de participation à l'Assemblée Générale :

(i) Accès à l'Assemblée Générale : Pour faciliter l'accès de l'actionnaire à l'Assemblée Générale, il est recommandé aux actionnaires de se munir, préalablement à la réunion, d'une carte d'admission qu'ils pourront obtenir de la manière suivante :

- l'actionnaire au nominatif devra adresser sa demande à Uptevia (Service Assemblées Générales - Cœur Défense, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex),
- l'actionnaire au porteur devra, cinq jours ouvrés au moins avant la date de l'Assemblée Générale, demander à son intermédiaire financier une attestation de participation. L'intermédiaire se chargera alors de transmettre cette attestation à l'attention de Uptevia (Service Assemblées Générales - Cœur Défense, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex), qui fera parvenir à l'actionnaire une carte d'admission. Cette attestation sera également transmise à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée Générale et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris.

Le jour de l'Assemblée Générale, tout actionnaire devra justifier de sa qualité lors des formalités d'enregistrement.

(ii) Vote par correspondance ou par procuration : Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance ou par procuration pourra se procurer une formule unique de vote par correspondance ou par procuration par simple lettre adressée à l'attention de Uptevia (Service Assemblées Générales - Cœur Défense, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex). Cette demande devra être reçue par Uptevia six jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale. Il est précisé toutefois que la formule unique de vote par correspondance ou par procuration sera par ailleurs mise en ligne sur le site Internet de la Société au plus tard le vingt-et-unième jour précédant la date de l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-23 du Code de commerce.

Les votes par correspondance ou par procuration envoyés par voie postale ne pourront être pris en compte que si les formulaires dûment remplis et signés, accompagnés de l'attestation de participation, parviennent à Uptevia (Service Assemblées Générales - Cœur Défense, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex), trois jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale.

Conformément à l'article R. 225-79 du Code de commerce, la procuration donnée par un actionnaire est signée par celui-ci et doit indiquer les nom, prénom et adresse du mandataire. La notification à la Société de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut s'effectuer par voie électronique à l'adresse contact@fsdv.fr, trois jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale. Pour les actionnaires au porteur, elle doit s'accompagner de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

Tout actionnaire ayant transmis son formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration ou ayant demandé une carte d'admission ne peut plus choisir un autre mode de participation. Il peut cependant céder tout ou partie de ses actions. Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

En cas de retour d'un formulaire par un intermédiaire inscrit, la Société se réserve le droit d'interroger ledit intermédiaire pour connaître l'identité des votants.

B. Documents mis à la disposition des actionnaires :

Les documents qui doivent être mis à disposition des actionnaires et présentés lors de l'Assemblée Générale seront disponibles au siège social de la Société situé Le Bois Montbourcher – 49220 Chambellay, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Les documents visés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce seront publiés sur le site Internet de la Société, <https://fsdv.fr/>, au plus tard le vingt-et-unième jour précédant la date de l'Assemblée Générale, dans les conditions légales et réglementaires.

Questions écrites :

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, tout actionnaire qui souhaite poser des questions écrites doit, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, adresser ses questions au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse contact@fsdv.fr.

Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

Les réponses aux questions écrites pourront être publiées directement sur le site Internet de la Société, <https://fsdv.fr/>.

Le Conseil d'administration

FSDV

Société anonyme au capital de 223.756.729 euros
Siège social : Le Bois Montbourcher – 49220 Chambellay
562 047 605 RCS ANGERS
(la « **Société** »)

PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS

➤ **De la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, ainsi que des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025, **approuve** lesdits comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 comportant le bilan, le compte de résultat et les annexes tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports, desquels il résulte un bénéfice de 1.105.968,87 euros.

Elle **constate** que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ne font pas état de dépenses et charges non déductibles pour l'établissement de l'impôt, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, et qu'aucune réintégration visée à l'article 39-5 dudit Code n'est intervenue au titre de l'exercice.

DEUXIÈME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, ainsi que des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025, **approuve** les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 comportant le bilan, le compte de résultat et les annexes tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIÈME RESOLUTION

(Affectation du résultat et fixation du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, **décide** d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025, s'élevant à 1.105.968,87 euros, en totalité sur le compte « Report à Nouveau » qui est ainsi ramené de (1.120.202,94) euros à (14.234,07) euros.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide ensuite de procéder à une distribution de primes de 28 centimes d'euro brut par action, soit un montant total de 4.042.057,04 euros par prélèvement sur le poste « Prime d'apport ».

À la suite de la distribution de primes, le poste « Prime d'apport » sera ainsi ramené de 28.571.368,20 euros à 24.529.311,16 euros.

Le détachement du coupon interviendra le 5 juin 2026 et le paiement sera effectué le 9 juin 2026.

Conformément à l'article 112, 1° du Code général des impôts, les répartitions présentant le caractère de « primes d'émission » ne sont pas considérées comme des revenus distribués sous réserve que tous les bénéficiaires et réserves autres que la réserve légale aient été auparavant répartis.

Conformément aux dispositions légales, les actions détenues par la Société à la date de détachement du coupon ne donneront pas droit à distribution.

L'Assemblée Générale décide de conférer tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de déterminer, en considération du nombre d'actions ouvrant droit à dividende à la date de détachement du coupon, les ajustements à opérer sur le montant des sommes distribuées et, en conséquence, le montant correspondant aux actions auto-détenues à la date de mise en paiement du dividende, ainsi que le montant auquel des actionnaires auraient éventuellement renoncé, seront affectés au compte « Prime d'apport ».

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

QUATRIÈME RESOLUTION

(Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes prévu aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** les nouvelles conventions qui y sont mentionnées, prend acte des conventions qui se sont poursuivies au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, et approuve les termes de ce rapport.

CINQUIÈME RESOLUTION

(Nomination de Forvis Mazars aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme Forvis Mazars en qualité de commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer en 2032 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

La société Forvis Mazars a déclaré accepter ses fonctions.

SIXIÈME RESOLUTION

(Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce)

En application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, **approuve** les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, telles que présentées dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

SEPTIÈME RESOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Xavier BOUTON, en sa qualité de Président du Conseil de surveillance)

En application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, **approuve** les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Xavier BOUTON, en sa qualité de Président du Conseil de surveillance du 1^{er} avril 2025 au 30 septembre 2025, tels que présentés dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

HUITIÈME RESOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Madame Karine FENAL, en sa qualité de Président du Directoire)

En application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, **approuve** les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Madame Karine FENAL, en sa qualité de Président du Directoire du 1^{er} avril 2025 au 30 juin 2025, tels que présentés dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

NEUVIÈME RESOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Alain PERON, en sa qualité de Directeur Général du Directoire)

En application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, **approuve** les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Alain PERON, en sa qualité de Directeur Général du Directoire du 1^{er} avril 2025 au 30 juin 2025, tels que présentés dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

DIXIÈME RESOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou

attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Directoire)

En application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, **approuve** les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Directoire du 30 juin 2025 au 30 septembre 2025, tels que présentés dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

ONZIÈME RESOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général du Directoire)

En application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, **approuve** les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général du Directoire du 30 juin 2025 au 30 septembre 2025, tels que présentés dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

DOUZIÈME RESOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Conseil d'administration)

En application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, **approuve** les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Conseil d'administration à compter du 30 septembre 2025, tels que présentés dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

TREIZIÈME RESOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général de la Société)

En application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, **approuve** les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général de la Société à compter du 30 septembre 2025, tels que présentés dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

QUATORZIÈME RESOLUTION

(Approbation de la politique de rémunération 2026 des membres du Conseil d'administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise décrivant la politique de rémunération des mandataires sociaux établie en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, **approuve** la politique de rémunération 2026 des membres du Conseil d'administration, en ce compris les principes et critères de répartition et d'attribution des sommes allouées à la rémunération des membres du Conseil d'administration, telle que présentée dans ledit document.

QUINZIÈME RESOLUTION

(Approbation de la politique de rémunération 2026 du Président du Conseil d'administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise décrivant la politique de rémunération des mandataires sociaux établie en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, **approuve** la politique de rémunération 2026 du Président du Conseil d'administration, telle que présentée dans ledit document.

SEIZIÈME RESOLUTION

(Approbation de la politique de rémunération 2026 du Directeur Général de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise décrivant la politique de rémunération des mandataires sociaux établie en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, **approuve** la politique de rémunération 2026 du Directeur Général de la Société, telle que présentée dans ledit document.

DIX-SEPTIÈME RESOLUTION

(Autorisation à conférer au Conseil d'administration de la Société en vue de l'achat par la Société de ses propres actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux articles L. 225-210 et suivants et L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et au Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014, tel que modifié, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

autorise le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, à acquérir des actions de la Société, en vue de :

- leur attribution ou cession aux salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale, de tous plans d'actionnariat des salariés ainsi que de réaliser toute opération de couverture afférente aux plans d'actionnariat des salariés précités,
- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite ci-après correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,
- leur conservation et remise ultérieure (à titre de paiement, d'échange ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport,
- procéder à des opérations d'échange à la suite d'émissions de valeurs mobilières,
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées, sous réserve de l'adoption de la 18^{ème} résolution ci-après et, alors, dans les termes qui y sont indiqués,

décide que l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, en une ou plusieurs fois, par achat d'actions de la Société ou par utilisation de mécanismes optionnels ou dérivés, sur le marché ou de gré à gré, y compris en tout ou partie, par l'acquisition, la cession, l'échange ou le transfert de blocs d'actions, dans les conditions prévues par l'AMF et dans le respect de la réglementation applicable,

décide que le nombre d'actions que la Société pourra acquérir ne pourra excéder :

- pour les actions acquises en vue de leur conservation et remise ultérieure (à titre de paiement, d'échange ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport : un nombre d'actions représentant jusqu'à 5 % du capital de la Société à la date de réalisation de ces rachats,
- pour les actions acquises en vue d'une autre finalité : un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital de la Société à la date de réalisation de ces rachats, et

- étant entendu que la Société ne pourrait à aucun moment détenir plus de 10 % de son propre capital,

décide que le Conseil d'administration opérera selon les modalités suivantes :

- le prix maximum d'achat par action est fixé à 25,00 euros, étant précisé que ce prix maximum d'achat fera l'objet des ajustements le cas échéant nécessaires afin de tenir compte des opérations sur le capital (notamment en cas d'incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement d'actions) qui interviendraient pendant la durée de validité de la présente autorisation, et
- le montant cumulé des achats ne pourra excéder 35.887.250 euros.

décide que ces opérations pourront être effectuées à tout moment, en une ou plusieurs fois aux époques que le Conseil d'administration déterminera, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées,

décide que la présente autorisation prend effet à compter de ce jour et prendra fin à l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de l'Assemblée de ce jour,

décide que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

L'Assemblée Générale **donne** tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de passer tous ordres de bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accord, tous contrats de liquidité, tous contrats d'options, effectuer toutes déclaration, et toutes formalités nécessaires.

Le Conseil d'administration aura la faculté d'affecter et de réaffecter à l'un ou l'autre de ces objectifs la totalité des actions détenues par la Société, dans le respect et sous les limites de la réglementation applicable.

L'Assemblée Générale **confère** en outre tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour effectuer toutes formalités et déclarations, procéder le cas échéant aux ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société et, d'une manière générale, faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

➤ **De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire**

DIX-HUITIÈME RESOLUTION

(Autorisation de réduction de capital de la Société par voie d'annulation des actions auto-détenues)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, sous réserve de l'approbation de la 17^{ème} résolution,

autorise le Conseil d'administration, conformément à l'article L.22-10-62 du Code de commerce, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'Assemblée de ce jour, à annuler,

en une ou plusieurs fois, dans la limite maximum de 10 % du montant du capital par période de vingt-quatre mois, tout ou partie des actions acquises par la Société et à procéder à due concurrence à une réduction du capital social,

confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital, d'en fixer les modalités et en constater la réalisation, d'imputer la différence entre la valeur comptables des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles, procéder à la modification corrélative des statuts et, plus généralement, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et à l'effet de modifier les statuts de la Société,

décide que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

➤ **Résolution relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

DIX-NEUVIÈME RESOLUTION

(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'effectuer toute formalité qu'il appartiendra.

FSDV

Société anonyme au capital de 223.756.729 euros
Siège social : Le Bois Montbourcher – 49220 Chambellay
562 047 605 RCS ANGERS
(la « **Société** »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE EN DATE DU 4 JUIN 2026

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale (l' « **Assemblée Générale** ») en vue d'approuver les projets de résolutions ayant pour objet les points suivants :

Résolutions relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (*1^{ère} résolution*) ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (*2^{ème} résolution*) ;
3. Affectation du résultat et fixation du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (*3^{ème} résolution*) ;
4. Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (*4^{ème} résolution*) ;
5. Nomination de Forvis Mazars aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire (*5^{ème} résolution*)
6. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce (*6^{ème} résolution*)
7. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Xavier BOUTON, en sa qualité de Président du Conseil de surveillance (*7^{ème} résolution*)
8. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Madame Karine FENAL, en sa qualité de Président du Directoire (*8^{ème} résolution*)
9. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Alain PERON, en sa qualité de Directeur Général du Directoire (*9^{ème} résolution*)
10. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Directoire (*10^{ème} résolution*)
11. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général du Directoire (*11^{ème} résolution*)

12. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Conseil d'administration (*12^{ème} résolution*)
13. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général de la Société (*13^{ème} résolution*)
14. Approbation de la politique de rémunération 2026 des membres du Conseil d'administration (*14^{ème} résolution*)
15. Approbation de la politique de rémunération 2026 du Président du Conseil d'administration (*15^{ème} résolution*)
16. Approbation de la politique de rémunération 2026 du Directeur Général de la Société (*16^{ème} résolution*)
17. Autorisation à conférer au Conseil d'administration de la Société en vue de l'achat par la Société de ses propres actions (*17^{ème} résolution*)

Résolutions relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

18. Autorisation de réduction de capital de la Société par voie d'annulation des actions auto-détenues (*18^{ème} résolution*) ;

Résolutions relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

19. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités (*19^{ème} résolution*).

Le présent rapport a pour objet de présenter les principaux points des projets de résolutions soumis par le Conseil d'administration à votre Assemblée Générale. Il ne prétend par conséquent pas à l'exhaustivité ; aussi est-il indispensable que vous procédiez à une lecture attentive du texte des projets de résolutions avant d'exercer votre droit de vote.

I. APPROBATION DES COMPTES ANNUELS, DU RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

Les premiers points de l'ordre du jour portent sur l'approbation des comptes annuels sociaux (*première résolution*) et consolidés (*deuxième résolution*) de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels sociaux et celui sur les comptes consolidés figurent respectivement au V et au VII du Rapport financier annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 disponible sur le site internet de la Société : <https://fsdv.fr/>

Votre Conseil d'administration a décidé de vous proposer d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025, s'élevant à 1.105.968,87 euros, en totalité sur le compte « Report à Nouveau » qui serait ainsi ramené de (1.120.202,94) euros à (14.234,07) euros.

Nous vous proposons ensuite de procéder à une distribution de primes de 28 centimes d'euro brut par action, soit un montant total de 4.042.057,04 euros par prélèvement sur le poste « Prime d'apport ». À la suite de la distribution de primes, le poste « Prime d'apport » serait ainsi ramené de 28.571.368,20 euros à 24.529.311,16 euros.

Conformément aux dispositions légales, les actions détenues par la Société à la date de détachement du coupon ne donneront pas droit à distribution.

Le détachement du coupon interviendrait le 5 juin 2026 et le paiement serait effectué le 9 juin 2026 (**troisième résolution**).

Au cours de l'exercice, une convention de prestations de services a été conclue par la Société en faveur d'OPUPELUS, dont le détail figure dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées. La procédure d'approbation préalable de cette convention par le Conseil d'administration de la Société a été omise. En conséquence, la Convention a été ratifiée par le Conseil lors de sa réunion du 24 avril 2026 conformément aux recommandations de l'AMF (DOC-2012—05).

Depuis la clôture de l'exercice, plusieurs autres conventions et engagements ont été conclus par la Société, après autorisation préalable par le Conseil d'administration en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce, dont le détail figure dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Le rapport spécial des Commissaires aux comptes vise également les conventions et engagements autorisés au cours d'exercices antérieurs et déjà approuvés par l'assemblée générale et qui se sont poursuivis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Ils ont fait l'objet d'un examen par votre Conseil d'administration en application des dispositions de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce. Ce rapport figure au VIII du Rapport financier annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 disponible sur le site internet de la Société : <https://fsdv.fr/>

Nous vous proposons d'approuver ce rapport spécial de vos Commissaires aux comptes (quatrième résolution).

II. NOMINATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES

Nous vous proposons de nommer la société Forvis Mazars en qualité de commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer en 2032 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031 (**cinquième résolution**).

III. APPROBATION DES ELEMENTS DE REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025 OU ATTRIBUES AU TITRE DE CE MEME EXERCICE

En application de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les 6^{ème} à 13^{ème} résolutions visent à soumettre à votre approbation les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code

de commerce (**sixième résolution**), ainsi que les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Xavier BOUTON, en sa qualité de Président du Conseil de surveillance du 1^{er} avril 2025 au 30 septembre 2025 (**septième résolution**), à Madame Karine FENAL, en sa qualité de Président du Directoire du 1^{er} avril 2025 au 30 juin 2025 (**huitième résolution**), à Monsieur Alain PERON, en sa qualité de Directeur Général du Directoire du 1^{er} avril 2025 au 30 juin 2025 (**neuvième résolution**), à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Directoire du 30 juin 2025 au 30 septembre 2025 (**dixième résolution**) et à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général du Directoire du 30 juin 2025 au 30 septembre 2025 (**onzième résolution**), à Monsieur Louis RAME, en sa qualité de Président du Conseil d'administration à compter du 30 septembre 2025 (**douzième résolution**), à Monsieur Nicolas RAME, en sa qualité de Directeur Général de la Société à compter du 30 septembre 2025 (**treizième résolution**), telles que présentées dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant au III du Rapport financier annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 disponible sur le site internet de la Société : <https://fsdv.fr/>

IV. APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX APPLICABLE POUR L'EXERCICE QUI SERA CLOS LE 31 DECEMBRE 2026

En application des dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, ces trois résolutions visent à soumettre à votre approbation les principes et les critères de détermination des éléments composant la rémunération attribuable, à raison de leur mandat, aux mandataires sociaux de votre Société pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026 (**quatorzième à seizième résolutions**)

La politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux de votre Société à raison de leur mandat figure dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'administration, figurant au III du Rapport financier annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 disponible sur le site internet de la Société : <https://fsdv.fr/>

V. AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR OPERER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE

Autorisation à conférer au Conseil d'administration de la Société en vue de l'achat par la Société de ses propres actions (17^{ème} résolution)

Nous vous proposons, connaissance prise de notre rapport et conformément aux dispositions des articles L. 225-210 et suivants du Code de commerce, et des articles L. 22-10-62 et suivants dudit Code et au Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014, tel que modifié, et aux pratiques de marché admises par l'AMF, il vous est proposé, d'autoriser le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, à acquérir des actions de la Société, en vue de :

- leur attribution ou cession aux salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale, de tous plans d'actionnariat des salariés ainsi que de réaliser toute opération de couverture afférente aux plans d'actionnariat des salariés précités,

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite ci-après correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,
- leur conservation et remise ultérieure (à titre de paiement, d'échange ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport,
- procéder à des opérations d'échange à la suite d'émissions de valeurs mobilières,
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées, sous réserve de l'adoption de la 18^{ème} résolution ci-après et, alors, dans les termes qui y sont indiqués.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourrait être effectué par tous moyens, en une ou plusieurs fois, par achat d'actions de la Société ou par utilisation de mécanismes optionnels ou dérivés, sur le marché ou de gré à gré, y compris en tout ou partie, par l'acquisition, la cession, l'échange ou le transfert de blocs d'actions, dans les conditions prévues par l'AMF et dans le respect de la réglementation applicable,

Nous vous proposons par ailleurs de décider que le nombre d'actions que la Société pourrait acquérir ne pourrait excéder :

- pour les actions acquises en vue de leur conservation et remise ultérieure (à titre de paiement, d'échange ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport : un nombre d'actions représentant jusqu'à 5 % du capital de la Société à la date de réalisation de ces rachats ;
- pour les actions acquises en vue d'une autre finalité : un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital de la Société à la date de réalisation de ces rachats ; et
- étant entendu que la Société ne pourrait à aucun moment détenir plus de 10 % de son propre capital,

Aussi, nous vous proposons de décider que le Conseil d'administration opérerait selon les modalités suivantes :

- le prix maximum d'achat par action est fixé à 25,00 euros, étant précisé que ce prix maximum d'achat fera l'objet des ajustements le cas échéant nécessaires afin de tenir compte des opérations sur le capital (notamment en cas d'incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement d'actions) qui interviendraient pendant la durée de validité de la présente autorisation, et
- le montant cumulé des achats ne pourra excéder 35.887.250 euros.
- ces opérations pourraient être effectuées à tout moment, en une ou plusieurs fois aux époques que le Conseil d'administration déterminera, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées.

La présente autorisation prendrait effet à compter de ce jour et prendrait fin à l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de votre assemblée.

A cet égard, nous vous proposons de décider que la présente autorisation priverait d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Nous vous proposons ainsi de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de passer tous ordres de bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accord, tous contrats de liquidité, tous contrats d'options, effectuer toutes déclaration, et toutes formalités nécessaires.

Le Conseil d'administration aurait la faculté d'affecter et de réaffecter à l'un ou l'autre de ces objectifs la totalité des actions détenues par la Société, dans le respect et sous les limites de la réglementation applicable.

Enfin, nous vous proposons de conférer en outre tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour effectuer toutes formalités et déclarations, procéder le cas échéant aux ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société et, d'une manière générale, faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

Autorisation de réduction de capital de la Société par voie d'annulation des actions auto détenues (18^{ème} résolution)

Connaissance prise de notre rapport et du rapport spécial des commissaires aux comptes, nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration, sous réserve de l'approbation de la 17^{ème} résolution, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de votre assemblée, à annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite maximum de 10 % du montant du capital par période de vingt-quatre mois, tout ou partie des actions acquises par la Société et à procéder à due concurrence à une réduction du capital social.

L'assemblée générale est appelée à conférer tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital, d'en fixer les modalités et en constater la réalisation, d'imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles, procéder à la modification corrélative des statuts et, plus généralement, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et à l'effet de modifier les statuts de la Société.

Cette autorisation priverait d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

VI. POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

Nous vous proposons de donner tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'effectuer toute formalité qu'il appartiendrait (**19^{ème} résolution**).

* * * *

FSDV

Société anonyme au capital de 223.756.729 euros
Siège social : Le Bois Montbourcher – 49220 Chambellay
562 047 605 RCS ANGERS
(la « **Société** »)

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

(Art. R225-88 du Code de commerce)

Je soussigné :

NOM.....

Prénoms.....

Adresse.....

.....

Adresse électronique.....

Propriétaire de ACTION(S) de la société FSDV

Demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du
04 juin 2026, tels qu'ils sont visés par l'article R225-83 du Code de commerce sur les sociétés
commerciales au format suivant :

- papier
- fichiers électroniques à l'adresse mail indiquée ci-dessus

Fait à, le.....

Signature

NOTA : Les actionnaires titulaires de **titres nominatifs** peuvent, par une demande unique, obtenir de la
société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R225-81 et R225-83 du Code de
commerce à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.